



Deuxième Atelier Régional OIBT sur les Lignes Directrices Volontaires de l'OIBT pour la Gestion Durable des Forêts Tropicales Naturelles

**Etat des lieux de l'utilisation des PC&I
OAB-OIBT pour l'évaluation au niveau
national des progrès vers la GDF**

AMON AYEMOU ALPHONSE
Aménagiste Forestier
Sous-Directeur de la l'Aménagement et
de la Protection à la SODEFOR, Côte
d'Ivoire

AHIMIN ADJE OLIVIER
Coordinateur du projet OIBT PD
124/01 Rev.2 (M), Libreville, Gabon

27/05/2017

Cotonou 08-12 Mai 2017

INTRODUCTION

Les PCI harmonisés de l'OAB et de l'OIBT pour l'Afrique ont été adoptés en 2013 et adaptés par la suite aux réalités des pays membres de l'OAB.

A partir de ce document, les progrès des différents pays vers la gestion durable des forêts ont été évalués.

Cette évaluation a débuté en 2006 et s'est terminée en 2016.

Pour l'occasion, notre intervention s'articulera autour de deux (2) principaux points :

- I. GENERALITES SUR LES RAPPORTS**
- II. ANALYSE DES RAPPORTS PAR CRITERE**

I. GENERALITES SUR LES RAPPORTS

L'évaluation a porté sur le principe 1 « L'utilisation durable de la forêt et le maintien de ses multiples fonctions font l'objet d'une haute priorité politique ».

Ce principe comprend 5 critères passés en revue pour chaque pays.

Pays	Année de production du rapport
COTE D'IVOIRE	2006
CAMEROUN	2009
LIBERIA	2009
CONGO	2010
GABON	2010
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	2010

Pays	Année de production du rapport
NIGERIA	2012
TOGO	2015
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	2015
BENIN	2016
MALI	2016

II. ANALYSE DES RAPPORTS

Les rapports analysés présentent des structurations différentes.

Certains ont respecté la structure classique des PCI. D'autres sont organisés en thématique, sans suivre l'ordre des Indicateurs (Congo et RCA).

Cette différence a rendu difficile l'exploitation de ces rapports.

II. ANALYSE DES RAPPORTS

2.1 Critère 1.1

L'Etat a des objectifs clairs pour l'utilisation durable de son patrimoine forestier et un programme d'actions réalistes pour les atteindre.

Tous les pays ont ratifié les accords et conventions internationaux et disposent de textes de loi pour la gestion durable des forêts.

Toutefois, des difficultés existent dans leur application effective.

Certains pays n'ont pas de cadre législatif pour la diffusion des résultats de recherche ou de schéma directeur de développement industriel (Togo). Dans d'autres pays, les textes ne sont pas suffisamment connus (RDC).

Il n'y a pas de plan d'affectation des terres clair dans certains pays tel le Gabon. Le problème de la propriété foncière reste une préoccupation dans la plupart de nos pays.

II. ANALYSE DES RAPPORTS

2.2 Critère 1.2

Il existe un cadre institutionnel adapté pour atteindre les objectifs de la gestion durable des forêts.

Dans tous les pays, il existe un service chargé de la gestion des forêts. Il s'agit de l'Administration ou d'entreprises.

En ce qui concerne la recherche forestière, il n'existe pas de structure en RCA. En Côte d'Ivoire et au Nigéria, la recherche forestière a pris du recul.

La plupart des pays dispose de mécanismes de concertation, de négociation ou de participation des populations rurales à la gestion des forêts, sauf en RCA.

Il faut noter que tous les pays ont un programme forestier national, plus ou moins mis en œuvre.

II. ANALYSE DES RAPPORTS

2.3 Critère 1.3

L'Etat met en œuvre les moyens et garantit les ressources nécessaires à une gestion durable des forêts.

Les services forestiers sont généralement sous-équipés, surtout les structures de recherche.

Les financements sont insuffisants et ne permettent pas d'atteindre les objectifs.

Dans la plupart des pays, les opérateurs impliqués dans l'aménagement forestier ne disposent pas des compétences techniques nécessaires.

II. ANALYSE DES RAPPORTS

2.4 Critère 1.4

Les politiques économiques et fiscales de l'Etat assurent la viabilité des entreprises forestières.

Il existe des incitations financières pour l'aménagement forestier durable pour plusieurs pays, sauf en Côte d'Ivoire et au Nigéria.

La lenteur de l'Administration perturbe souvent les activités des entreprises forestières.

II. ANALYSE DES RAPPORTS

2.5 Critère 1.5

L'Administration met en œuvre des mesures efficaces pour assurer le contrôle et l'évaluation de la mise en œuvre de sa politique forestière, du point de vue de la production, de la conservation des écosystèmes et des bénéfices sociaux.

Dans les pays comme le Congo, le Nigéria, la RCA et le Togo, il n'y a pas eu d'inventaire forestier national.

Dans tous les pays, les acteurs forestiers opèrent sur la base d'un titre légal, même s'il existe des cas d'exploitation illégale.

Les documents d'aménagement sont élaborés, mais ne couvrent pas l'ensemble des unités d'aménagement.

Les Administrations disposent de systèmes de contrôle des activités plus ou moins fiables.



Merci pour votre aimable attention !

